

Les ravages d'une homophobie qui ne cesse d'augmenter

Par **Gérald Papy**

Le suicide de Caroline Grandjean, enseignante victime d'insultes homophobes et de la passivité des institutions publiques, jette la lumière sur une réalité insuffisamment traitée. Un «meurtre institutionnel»?

Le jour de la rentrée scolaire, le 1^{er} septembre en France, Caroline Grandjean, une enseignante de 42 ans, se suicide en se jetant d'une falaise dans les monts du Cantal, au centre de la France. «Lundi sera bien plus difficile pour moi que pour vous», a-t-elle envoyé comme message à ses collègues peu avant son geste. En 2023 et 2024, directrice d'école dans le village de Moussages, elle avait été victime d'une campagne de haine particulièrement violente sur la base de son orientation sexuelle. Elle était lesbienne et vivait en couple. Dans une tribune publiée par *Libération* le 5 septembre, le cofondateur de l'association Queer Education, Timothée Magellan, soutient que «le suicide de Caroline n'est rien d'autre qu'un meurtre institutionnel au long cours» tant elle

a été abandonnée par l'institution censée la protéger, l'Education nationale.

15% de hausse en moyenne

Ce drame bouleversant projette aussi une lumière crue sur une sinistre réalité: la hausse constante des actes homophobes en France depuis une décennie au moins. Elle est rappelée au détour d'un communiqué du ministère français de l'Intérieur dressant, le 15 mai, le bilan de ceux-ci en 2024 et évoquant une «légère progression» par rapport à l'année précédente, mais toutefois moindre que celle des exercices antérieurs: «Ces infractions anti-LGBT+ (4.800 au total en France) progressent de 5% après une hausse plus marquée sur la période 2016-2023 (+15% en moyenne annuelle)», établit le service statistique en charge de la sécurité intérieure, rattaché à la police et à la gendarmerie. Une augmentation annuelle de 15% en moyenne...

«Le constat est même plus vaste que cela. C'est depuis 30 ans qu'à SOS Homophobie, on observe que les actes ...

Le 7 septembre, un millier de personnes ont défilé à Aurillac en mémoire de Caroline Grandjean.





L'influence de l'extrême droite

Quand on lui demande s'il y a des explications à l'augmentation constante de l'homophobie, la présidente et porte-parole de l'association française SOS Homophobie, Julia Torlet, ne peut pas être exhaustive mais pointe en tout cas un facteur «évident». «Depuis deux ans à peu près, on vit dans un climat de plus en plus anxiogène, de plus en plus hostile. Les prises de parole haineuses provenant des plus hautes sphères se multiplient. Aujourd'hui, des politiques, des personnalités publiques dans les médias, font très ouvertement preuve d'une hostilité manifeste envers des personnes LGBTI. C'est problématique en soi parce que ces paroles le sont. Mais cela l'est aussi parce que, à partir du moment où des personnalités publiques prennent la parole pour tenir ce genre de propos et qu'il n'y a aucune conséquence par la suite, cela légitime en quelque sorte ces propos. Et si cette parole est légitime, cela veut dire que tout le monde peut faire pareil et c'est ce qu'il se passe. On entend autour de nous des paroles homophobes ou transphobes de plus en plus décomplexées. Et si on va jusqu'au bout de la réflexion, elles donnent une certaine légitimité aux actes de violence, d'agressions physiques, verbales... C'est l'un des facteurs essentiels qui expliquent la métamorphose que l'on est en train de vivre vers un paradoxe. La loi punit de plus en plus les LGBTIphobies mais dans les faits, les actes homophobes sont de plus en plus fréquents sur la place publique.»

Julia Torlet lie cette évolution à certaines identités politiques, d'extrême droite, mais aussi à l'audience plus importante de mouvements conservateurs, voire réactionnaires, dans la sphère médiatique. Le 30 août, à Brest, des militants de La France insoumise, dont le compagnon du député Pierre-Yves Cadalen plus particulièrement ciblé, ont été agressés par un groupe de militants d'extrême droite. «Un acte politique et homophobe», a dénoncé l'élu.

BELGA

... homophobes sont en hausse, explique Julia Torlet, présidente et porte-parole de l'association. Des pics ont aussi été enregistrés à chaque moment où des avancées législatives étaient engrangées: en 2013, quand il y a eu l'adoption du mariage pour toutes et tous; en 2019, lorsqu'on a commencé à parler de l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) aux couples homosexuels; et encore en 2021, quand la loi sur la PMA a été adoptée...»

Le suicide de Caroline Grandjean dans un petit village du Cantal, conjugué, dans l'actualité, à l'agression d'un jeune homme par deux adolescents à Besançon, une ville moyenne, après un rendez-vous pris sur un site de rencontres, et aux meurtres à dimension homophobe (que l'enquête devra confirmer pour certains) de quatre hommes à Choisy-le-Roi, en banlieue parisienne, par un SDF, montre que l'homophobie n'a pas de frontières, ni géographiques, ni sociales. «Il faut lutter contre ces idées reçues qui consisteraient à croire que certains territoires sont plus épargnés que d'autres ou que certains

milieux sociaux sont plus propices aux discriminations que d'autres. Ce n'est pas le cas. Les discriminations se produisent partout, dans les milieux défavorisés comme dans les plus favorisés...», remarque Julia Torlet.

La solitude de Caroline

Dans la litanie des agressions homophobes et transphobes en France, l'histoire de Caroline Grandjean a néanmoins une résonance particulière par ce qu'elle révèle des manquements de plusieurs institutions publiques.

L'enseignante et directrice de l'école à classe unique de Moussages est la cible, le 13 décembre 2023, d'une première insulte, «sale gouine», écrite sous le préau de l'école. Elle dépose plainte. L'inspectrice de l'Education nationale est alertée. Le 7 mars 2024, nouvelle insulte, «gouine = pédophile», nouvelle plainte. Sa référente lui demande de continuer à travailler. A la fin du même mois, c'est un message écrit la menaçant, «Va crever sale gouine», qu'elle découvre dans la boîte aux lettres de l'école. Une troisième plainte est déposée.

De retour d'un arrêt-maladie, un nouveau tag, «Dégage la gouine», la cible un peu plus tard. Son inspectrice se déplace à l'école «pour demander droit dans les yeux à Caroline de réfléchir à ce qu'elle a pu faire pour qu'on s'en prenne à elle», comme le raconte l'auteur Christophe Tardieux, alias Remedium, qui décrit le calvaire vécu par la directrice dans un volet de la bande dessinée *Cas d'école* (éditions des Equateurs). L'Education nationale lui propose une affectation dans un autre établissement pour la rentrée 2024-2025: «De directrice, elle deviendrait remplaçante dans une école trois fois plus loin de son domicile; c'est pour son bien, lui dit-on». Elle refuse, arguant que, coupable de rien, ce n'est pas à elle de changer d'établissement. En août, une nouvelle injure apparaît sur un mur de l'école. La mairie met en cause le comportement de l'enseignante. Les parents n'expriment pas vraiment de solidarité à son égard. A la réouverture de la classe en septembre 2024, Caroline Grandjean, fatiguée par le combat et affectée par le manque de soutien, renonce.

Education nationale en défaut

«En tout cas, il est clair qu'il y a eu des manquements du côté de l'Education nationale, diagnostique la présidente de SOS

Un dessin de l'histoire de Caroline publiée dans la BD *Cas d'école* signée par Remedium.



Homophobie Julia Torlet, en plus de l'incapacité des forces de l'ordre à identifier le (ou les) corbeau et du rôle "obscur" de la mairie. L'Education nationale aurait dû simplement appliquer la loi: elle aurait dû protéger cette enseignante. Cela n'a pas été fait. La seule option qui a été proposée à l'enseignante, qui l'a refusée et on le comprend parfaitement, a été de la muter mais ce n'était pas une solution. L'Education nationale a modifié sa politique à propos des élèves. Auparavant, quand un élève était harcelé, on le changeait d'établissement et on ne faisait rien pour lutter contre la racine du harcèlement. Elle s'est rendue compte que cela débouchait sur une double peine pour l'élève concerné. Elle ne procède donc plus de la sorte. L'élève harcelé reste dans son établissement. Et on essaye de régler le problème de fond. Côté enseignants, en revanche, on applique toujours la vieille méthode dont on sait qu'elle ne fonctionne pas, et c'est ce que l'on a proposé à Caroline Grandjean. Le manque de soutien de l'Education nationale et l'absence d'aide et de véritable solution à Caroline Grandjean ont très probablement contribué à son mal-être», déplore la présidente de SOS Homophobie.

Le constat des failles dans le traitement du dossier de l'enseignante de Moussages prouve qu'il y a un clair décalage entre les lois édictées et leur application dans les faits. Pour y remédier, Julia Torlet appelle à développer les moyens de sensibiliser de manière beaucoup plus effective les personnels de l'Education nationale, à la fois pour qu'ils puissent devenir des alliés mais aussi pour qu'ils sachent qu'il y a des recours vers lesquels ils peuvent se tourner. «C'est comme si, dans une entreprise, on prenait une série de mesures d'inclusion envers le public mais qu'on gérât les équipes de façon discriminante. Ce ne serait pas du tout cohérent. Il faut installer une cohérence. On ne peut le faire qu'en travaillant en profondeur.»

Stéréotypes homophobes

A Besançon, ils n'ont que 15 ans et pourtant, ils ont planifié l'agression d'un homme de 20 ans via Grindr, l'application de rencontres. Amené dans une cave, il a été roué de coups avec des barres de fer. Les deux auteurs présumés ont été arrêtés et inculpés. Trois circonstances aggravantes ont été retenues contre eux: la préméditation, l'usage d'une arme, et le délit en réunion. Il n'y a pas de chiffres officiels des agressions homophobes ou

«On observe une recrudescence du guet-apens facilitée par l'anonymat des applications de rencontres.»

transphobes par le biais d'un guet-apens en France. Une enquête de Médiapart publiée en 2023 en avait recensé 300 entre 2017 et 2021, soit environ une par semaine. Un décompte sans doute plus élevé... «Le guet-apens se pratique depuis presque 40 ans sur les lieux de fréquentation gay. Mais on observe une recrudescence facilitée par l'anonymat que procurent les applications et les sites de rencontres», souligne Julia Torlet.

Ce recours au guet-apens dit aussi beaucoup de la façon dont sont perçus par une partie de la population les hommes gays, qui en sont les principales victimes. «Cela tient aux stéréotypes homophobes, avance Julia Torlet. Ils consistent à penser que les hommes gays exercent des professions qui payent bien, occupent des postes haut placés, et sont plus fortunés. Ils sont aussi victimes du préjugé, qui n'en est pas totalement un, qui veut que les victimes aient honte d'être tombées dans un guet-apens homophobe et que dès lors, elles ne porteront pas plainte. Et de fait, la plupart ne portera pas plainte, c'est une réalité. Tous ces facteurs amènent à la recrudescence des guet-apens.»

Les spécificités de la lesbophobie

A l'encontre des femmes homosexuelles, on observe aussi des agressions physiques, mais elles sont moins nombreuses et «les lesbiennes sont plus agressées lorsqu'elles sont en couple alors que les hommes gays le sont davantage quand ils sont seuls». De manière générale, la lesbophobie ne se traduit pas de la même façon. «On observe beaucoup de mises à l'écart dans le milieu du travail, de nombreux rejets chez les jeunes au moment de leur coming out, explique la présidente de SOS Homophobie. Il y a aussi tout ce pan de la lesbophobie qui n'existe pas dans l'homophobie masculine. Le phénomène est véhiculé par la pornographie. Il consiste à fantasmer complètement les identités lesbiennes et à imaginer que les lesbiennes sont des proies sexuelles beaucoup plus faciles. Les gens pensent souvent qu'elles pratiquent quelque chose qui n'est pas une vraie sexualité, qu'il s'agit d'une espèce de camaraderie poussée, et que ce n'est pas une vraie identité. Cela, on le constate beaucoup.»

Multiple, l'homophobie ne cesse d'augmenter. Et les moyens mis en place pour la combattre ne sont pas à la hauteur de cette évolution. ●